



Conseil de sécurité

CS/9655

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6123^e séance – matin

LE CONSEIL APPUIE LA PROPOSITION RUSSE D'ORGANISER UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

Il demande aux parties de s'abstenir de toute mesure susceptible d'entamer la confiance ou de remettre en cause l'issue des négociations sur les questions fondamentales

Le Conseil de sécurité a rendu publique, ce matin, une déclaration présidentielle sur le Moyen-Orient à l'issue d'un débat au cours duquel Ministres et représentants d'États membres ont souligné l'urgence de relancer le processus de paix dans un contexte où l'enlèvement constitue la plus grave menace.

Dans cette déclaration, lue par le Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, le Conseil appuie la proposition de la Fédération de Russie d'organiser, en concertation avec le Quatuor et les parties, une conférence internationale sur le processus de paix au Moyen-Orient, à Moscou, en 2009.

Le Conseil demande aux parties et à la communauté internationale « de renouveler d'urgence leurs efforts » en vue de parvenir à une paix « globale, juste et durable » dans la région. Il encourage plus particulièrement le Quatuor dans son action. Il demande aussi aux parties de « respecter les obligations qu'elles ont souscrites dans la Feuille de route » et à « s'abstenir de toute mesure susceptible d'entamer la confiance ou de remettre en cause l'issue des négociations sur les questions fondamentales ».

Concrètement, le Conseil « invite tous les États et toutes les organisations internationales à appuyer un Gouvernement palestinien attaché aux principes définis par le Quatuor et dans l'Initiative de paix arabe, et qui respecte les engagements pris par l'Organisation de libération de la Palestine ». Le Conseil de sécurité « encourage l'adoption de mesures concrètes en vue de la réconciliation entre Palestiniens, notamment à l'appui des efforts de l'Égypte » en ce sens.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a évoqué une grave « crise de confiance », qu'il a attribuée au fait que les engagements pris n'aient pas toujours été suivis d'effets. M. Ban a déploré en particulier les actions unilatérales d'Israël, soulignant qu'il était temps que ce pays « change radicalement de politique ». Du côté palestinien, les autorités doivent mettre en place des institutions en état de fonctionner, a ajouté M. Ban. Comme une bicyclette qui tombe quand on cesse d'avancer, la situation sur le terrain pourrait aisément se détériorer si un nouvel élan n'est pas rapidement donné, a averti le Secrétaire général.

Dans le même sens, le Ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a déclaré que le Gouvernement israélien devait entendre le message selon lequel la poursuite de la colonisation constituait « l'obstacle principal » au processus de paix et qu'il menaçait à terme la sécurité d'Israël même. Pour nous, la « fenêtre d'opportunité » se calcule désormais « en mois et non pas en années », a-t-il dit. Son collègue britannique, M. David Miliband, a en effet estimé que le conflit au Moyen-Orient pouvait reprendre à n'importe quel moment. Ce qui manque pour parvenir à la paix, a-t-il ajouté, c'est une volonté politique commune et durable de surmonter les obstacles, a-t-il déploré.

Pour la représentante des États-Unis, il n'y va pas de l'intérêt de la communauté internationale d'avoir un processus long. La situation actuelle est intolérable, comme est intolérable un avenir sans espoir pour les Palestiniens, a-t-elle ajouté. Elle a estimé que le Quatuor demeurerait l'instrument le plus efficace dont disposait la communauté internationale pour faire avancer vers la paix.

Le débat avait été ouvert par le Chef de la diplomatie russe, Sergey Lavrov, dont le pays préside le Conseil pendant le mois de mai. Celui-ci a souligné l'importance que son pays accordait à l'Initiative de paix arabe qui a « la capacité de permettre la réalisation des aspirations légitimes du peuple palestinien ».

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. SERGEY LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a rappelé en introduction les événements de Gaza et souligné qu'il était très important que le processus de paix ne revienne pas au point de départ. Il a souligné l'importance toute particulière que son pays accordait à l'Initiative de paix arabe. Il s'agit d'un des fondements susceptibles de permettre la solution de deux États, a-t-il souligné. Cette voie n'est pas simple, elle se heurte à des obstacles tels que les activités terroristes, a ajouté M. Lavrov. Mais, a-t-il insisté, l'Initiative de paix arabe permettra de parvenir aux aspirations légitimes de la population palestinienne. M. Lavrov a annoncé qu'une déclaration présidentielle serait adoptée en fin de réunion, remerciant les délégations qui ont participé à sa rédaction. Évoquant la Conférence de Moscou, il a souligné l'importance de la préparation de cette réunion.

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général des Nations Unies, s'est félicité de la présence de nombreux ministres à cette réunion, avant de souligner l'absence de progrès depuis la crise de Gaza. Il a évoqué une prochaine réunion probable du Quatuor qui, a-t-il recommandé, devrait consulter la Ligue des États arabes pour progresser dans ses délibérations. Le Conseil, le Quatuor, les États de la région, la communauté internationale ainsi que moi-même, devront agir de concert, a-t-il ajouté. Il faut que l'on s'assure que les engagements pris seront effectivement suivis d'effet, a-t-il dit, évoquant une grave « crise de confiance ». Les Palestiniens continuent de voir des actions unilatérales à Jérusalem-Est, ainsi qu'en Cisjordanie, a-t-il rappelé. Il est temps qu'Israël change radicalement de politique, comme il s'y est engagé par le passé, sans pour autant que ses déclarations aient donné lieu à un début de concrétisation.

Du côté palestinien, les autorités doivent mettre en place des institutions en état de fonctionner, a ajouté M. Ban. Le début de l'autonomisation de la Palestine est fondamental et la crise financière ne doit pas remettre en cause ce processus entamé l'an dernier. M. Ban a appelé les bailleurs de fonds à contribuer à l'édification de l'État palestinien tout en s'inquiétant des luttes intestines au sein des responsables politiques palestiniens. M. Ban s'est élevé contre le blocus de Gaza qui empêche aussi bien l'entrée de matériaux de construction que de médicaments. Il a appelé Israël à ne plus empêcher l'entrée de fournitures de première nécessité dans le territoire. Il s'est dit convaincu en effet que cette politique de bouclage n'affaiblissait pas les adversaires d'Israël mais qu'en revanche elle causait des dommages considérables à la société palestinienne. Il y a un potentiel pour relancer le processus de paix, y compris entre Israël et la Syrie, a-t-il déclaré, avant d'appeler, à son tour, à la convocation d'une conférence à Moscou.

Comme une bicyclette qui tombe quand on cesse d'avancer, la situation sur le terrain pourrait aisément se détériorer si un nouvel élan n'est pas rapidement donné, a averti le Secrétaire général. La violence et le terrorisme n'apporteront aux Palestiniens ni un État, ni la dignité, a-t-il encore commenté, de même que l'extension des colonies et les bouclages n'apporteront ni sécurité, ni paix à Israël. Et aucune solution de deux États ne pourra émerger si la situation entre Gaza et le sud d'Israël poursuit sa course destructrice. En conclusion, le Secrétaire général a appelé toutes les parties à honorer les accords existants en effectuant un effort irréversible vers la solution de deux États et en mettant pleinement en œuvre les engagements sur le terrain. La crédibilité de la communauté internationale est aussi en jeu, a-t-il observé, en constatant la faiblesse des avancées effectuées depuis presque de deux ans, en dépit de ce que l'on pouvait espérer au départ.

M. MICHAEL SPINDELEGGGER, Ministre autrichien des affaires européennes et internationales, a souligné que même si le cessez-le-feu existe, aucun progrès n'est à noter dans les autres domaines. Le processus de paix au Moyen-Orient est actuellement à un moment crucial, a-t-il estimé, en faisant observer que le nouveau Gouvernement israélien s'attache à une révision de son approche. De leur côté, tout en tentant de reconstruire après les destructions qu'a subies la bande de Gaza, les Palestiniens préparent leurs propres élections. Dans cette période d'incertitude et de tensions, la

communauté internationale doit s'acquitter de ses responsabilités, a affirmé le Ministre. Le Conseil de sécurité doit réaffirmer son appui au processus de paix et à ses fondamentaux, à savoir une paix durable reposant sur l'existence de deux États démocratiques vivant côte à côte dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

La communauté internationale a manifesté son engagement lors de la Conférence internationale en appui à la reconstruction, a rappelé M. Spindelegger. Toutefois, et le Secrétaire général l'a indiqué clairement, il n'y a pas assez de progrès dans l'amélioration des conditions de vie déplorables dans la bande de Gaza. Le Ministre a donc lancé un appel à Israël pour qu'il permette la fourniture des biens essentiels et de matériaux de reconstruction dans la bande de Gaza. Des citoyens innocents, a-t-il tranché, ne doivent pas être les otages d'Israël du fait d'une politique irresponsable menée dans la bande de Gaza, a-t-il ajouté.

Le Ministre a remercié le Secrétaire général pour le résumé du rapport de la Commission d'enquête sur les incidents survenus dans la bande de Gaza, lors de l'opération israélienne en décembre-janvier et qui ont affecté le personnel et les bien des Nations Unies. Il a estimé que la destruction de maisons palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem contribue aussi à menacer le processus politique. En même temps, il a demandé aux Palestiniens de se réconcilier et de s'unir derrière le Président Abbas. Les Palestiniens ont besoin d'un gouvernement choisi, de manière « légitime », par la population, a-t-il ajouté. Ce gouvernement doit lui aussi s'engager pleinement en faveur de la solution de deux États. La future conférence internationale de Moscou offrira une nouvelle occasion de montrer l'appui de la communauté internationale au processus de paix, a-t-il conclu.

M. BEDOUMA ALAIN YODA, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Burkina Faso, a indiqué que son pays appuyait le projet de conférence internationale sur le Moyen-Orient cette année à Moscou. Il a constaté que les événements récents avaient « fortement ébranlé les bases des avancées, certes modestes, que le processus de paix avait si difficilement enregistrées ». Ils constituent « autant de facteurs qui ont compliqué, même freiné la dynamique du dialogue permanent instaurée par la Conférence d'Annapolis ». Il a constaté que les résolutions de l'ONU, ainsi d'autres accords, constituaient les « cadres politiques et juridiques les plus appropriés pour un règlement ». Il a exhorté les parties à « s'y conformer et à exclure définitivement la logique des armes pour s'engager résolument et de bonne foi dans les pourparlers directs ».

C'est « le prix à payer », a-t-il poursuivi, en ajoutant que les deux parties étaient capables de le payer car elles ont montré par le passé leur volonté à résoudre leurs différends. Cette fois encore, elles « peuvent surmonter les contingences », a-t-il dit. Cela passe par un premier pas, le plus difficile peut-être, celui de l'instauration d'un « véritable climat de confiance » par l'adoption des mesures qui s'imposent. Il est aussi urgent que « les Palestiniens réussissent le pari de leur unité ». L'orateur a exprimé sa reconnaissance à l'Égypte pour ses efforts d'intercession en ce sens.

En conclusion, le Chef de la diplomatie burkinabè a souligné le rôle de premier plan du Conseil de sécurité « en trouvant les moyens d'assurer le respect des nombreuses décisions qu'il a adoptées ». « Il y va de sa crédibilité et de celle de l'ensemble du système des Nations Unies. »

M. AHMET DAVUTOĞLU, Ministre des affaires étrangères de la Turquie, a estimé que, malgré toutes les difficultés, il ne fallait pas faire preuve de pessimisme face à la situation au Moyen-Orient. Il a plaidé en faveur d'une approche globale et d'une relance immédiate du processus de paix. La souffrance des Palestiniens doit prendre fin et il nous faut trouver un terrain d'entente pour créer un gouvernement palestinien d'union nationale en vue des élections législatives et contacter tous les groupes palestiniens qui ont le soutien du peuple afin de s'assurer qu'ils sont tous engagés en faveur de la paix, a ajouté le Ministre. Il a souhaité que le nouveau Gouvernement israélien adopte une politique en faveur de la solution à deux États. Mais, il a estimé que les restrictions imposées aux mouvements des Palestiniens ainsi que la poursuite de la colonisation constituent un obstacle à la paix et sont contraires à la Feuille de route, comme au processus d'Annapolis. Il faut donc y mettre fin.

M. Davutoğlu a déclaré que son pays soutient la déclaration présidentielle que le Conseil de sécurité adoptera en fin de séance mais a ajouté qu'elle aurait pu être plus précise et plus inclusive. L'objectif d'une paix globale ne pourra être atteint que par la relance du processus de paix dans tous ses aspects, a-t-il affirmé. En outre, nous ne pouvons pas ignorer la situation humanitaire à Gaza et nous contenter d'un simple rappel de la résolution 1860. Il faut en exiger la mise en œuvre pleine et entière, a voulu le Ministre. Il s'est réjoui de la convocation d'une conférence sur le processus de paix à Moscou dans le courant de l'année.

M. BERNARD KOUCHNER, Ministre des affaires étrangères de la France, a déclaré qu'il n'existait guère de raisons d'être « content » face à la situation présente. Nous nous sommes réunis, il y a environ quatre mois, pour faire cesser le feu à Gaza, a-t-il rappelé, mais la situation demeure « extrêmement préoccupante », ce qui est « un euphémisme », a-t-il commenté. La reconstruction ne peut se faire en raison du blocus, tandis que les tirs épisodiques de roquettes se poursuivent. La France soutient le travail de l'Égypte en faveur d'une réconciliation interpalestinienne.

L'horizon prévu à Annapolis pour l'achèvement du processus de paix n'a pu être tenu, a-t-il noté. M. Kouchner a ajouté toutefois que la résolution 1850 avait rappelé l'irréversibilité du processus, même si les événements de Gaza l'ont interrompu. Le Ministre a souligné le « sentiment d'urgence qui doit nous animer », qualifiant de « bombe à retardement » la situation à Gaza. Pour nous, la « fenêtre d'opportunité » se calcule désormais « en mois et non pas en années ». L'existence et la sécurité d'Israël ne sont pas négociables pour la France mais parallèlement, les aspirations nationales du peuple palestinien doivent être exaucées.

La poursuite de la colonisation israélienne décrédibilise chaque jour une solution sur le terrain. Elle tend à couper la Cisjordanie en deux et à isoler complètement Jérusalem-Est, a ajouté le Ministre. Il faut que le Gouvernement israélien entende le message selon lequel la poursuite de la colonisation constitue « l'obstacle principal » au processus et à terme menace la sécurité d'Israël. La déclaration présidentielle, adoptée aujourd'hui, aurait gagné à rappeler ce fait, a-t-il observé. La France estime par ailleurs qu'il faut une approche globale régionale. C'est l'ensemble de la région qui doit s'impliquer, et c'est la raison pour laquelle la France attache autant d'importance à l'Initiative de paix arabe qui date déjà de 2002, a-t-il rappelé.

Concernant l'enquête menée sur les violations du droit international humanitaire, la France soutient toute démarche impartiale, a-t-il dit. M. Kouchner a souligné la nécessité d'un engagement renforcé de la part de la communauté internationale. La France et l'Union européenne ont fait part de leur disponibilité à participer aux négociations, a-t-il rappelé, notant les nouvelles dispositions américaines à cet égard. La France est favorable à l'organisation d'une nouvelle conférence internationale sur le Moyen-Orient cette année à Moscou, a-t-il conclu.

M. DAVID MILIBAND, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, a estimé que le conflit au Moyen-Orient peut reprendre à n'importe quel moment. Notant que la résolution 1860 n'a pas été pleinement mise en œuvre, il a rappelé que de nombreuses autres questions restent en suspens. Faisant référence au rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies, il a dit attendre désormais que le Gouvernement israélien mène ses propres enquêtes sur la base des conclusions de la Commission de l'ONU. M. Miliband a par ailleurs rappelé que « les tirs de roquettes continuent de détruire les villes israéliennes », que la résolution 1559 n'est toujours pas pleinement mise en œuvre et que la misère des Palestiniens est utilisée par certains pour servir d'autres visées.

Comme l'a dit le Président Barack Obama, le statu quo n'est pas viable, a déclaré M. Miliband. Sans énergie en faveur de la paix, nous irons à la guerre, a-t-il averti. Le cadre de la paix existe, a rappelé M. Miliband, faisant référence à la Feuille de route, au processus de paix et aux efforts de la Ligue des États arabes. Mais il a aussi souhaité des mesures à court terme pour « redonner vie à l'espoir » tant en Israël que dans les territoires palestiniens. Il a ainsi demandé le gel des colonies israéliennes et l'ouverture des points de passage vers la bande de Gaza.

Ce qui manque pour parvenir à la paix, a-t-il dit, c'est une volonté politique commune et durable de surmonter les obstacles. Il a rappelé la constitution en cours du nouveau Gouvernement israélien « issu d'un processus démocratique », dont il a jugé encourageantes les dernières déclarations en date. Il a rappelé que le Gouvernement israélien a un partenaire de négociation en la personne du Président Abbas, mais a ajouté que les Palestiniens ont besoin d'un gouvernement qui manifeste des engagements très clairs en faveur de la paix. Dans tous ces domaines, il faut un appui car les parties n'y arriveront pas seules, a ajouté le ministre. M. Miliband a salué en ce sens les efforts du Roi de Jordanie, estimant que l'Initiative de paix arabe est enfin reconnue comme elle le mérite. Il a en outre rendu hommage aux efforts de la Fédération de Russie en faveur du processus de paix. Depuis le début de l'année, nous sommes dans une position d'attente mais, pour les gens de la région, ce terme signifie une perte de temps, a fait remarquer M. Miliband. Il faudra prendre des décisions courageuses de part et d'autre, mais l'inaction aurait des conséquences beaucoup plus graves, a-t-il prévenu.

M. BRUNO STAGNO, Ministre des affaires étrangères du Costa Rica, a souligné la nécessité de persévérer malgré les revers. La communauté internationale doit convaincre les parties de la nécessité de négocier en sachant

qu'elles ne pourront obtenir tout ce qu'elles revendiquent au départ. Rappelant que le conflit durait depuis plusieurs décennies, M. Stagno a reconnu qu'il y avait de nombreux obstacles sur le chemin de la paix. Le Costa Rica est convaincu que la seule paix possible est celle qui sera négociée entre les parties elles-mêmes. La communauté internationale a son rôle à jouer à cet égard et chacun de ses membres doit jouer de son influence en vue de parvenir à une solution.

Il a rappelé que son pays avait reconnu le 5 février 2008 l'État de Palestine, honorant ainsi une « dette historique », ayant été un des 33 pays à voter la partition du territoire en 1948. Il est temps, a-t-il ajouté, que la communauté internationale, à commencer par ces 33 États Membres, dont certains sont présents au Conseil, reconnaisse l'existence de deux États. Nous pouvons, avec ce geste, renforcer le Gouvernement démocratique du Président Mahmoud Abbas, a-t-il dit, et lui permettre de se trouver dans une situation de plus grande symétrie face aux parties en conflit. Ce geste politique peut aussi se muer en « un symbole », celui d'imprimer son empreinte sur la réalité, a-t-il noté. Il s'agit d'un enseignement sur lequel Centre-Américains peuvent témoigner. En effet, à l'instar des Israéliens et des Palestiniens, « nous avons dû passer par la douleur pour comprendre que la solution était en nous-mêmes et, qu'au bout du compte, il y avait plus de valeur à se mettre d'accord qu'à se déchirer ».

Nous ne nous laisserons pas de dire, a conclu le Ministre, qu'au Moyen-Orient, il n'y aura pas de victoire finale de l'un sur l'autre. La paix sera le fruit des voix modérées qui acceptent la coexistence de deux États indépendants vivant dans la paix et la sécurité.

Mme SUSAN RICE (États-Unis) a rappelé qu'une paix durable au Moyen-Orient suppose l'existence de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Elle a affirmé que les États-Unis ont déjà relancé leurs efforts pour que cet objectif devienne une réalité. Elle a rappelé que, dans la Feuille de route comme à Annapolis, les parties se sont engagées en ce sens. Notre intérêt n'est pas d'avoir un processus long, a ajouté Mme Rice, qui a souhaité des résultats rapides. La situation actuelle est intolérable, comme est intolérable un avenir sans espoir pour les Palestiniens, a-t-elle ajouté. Elle a rappelé que l'émissaire américain dans la région, John Mitchell, vient d'achever sa troisième tournée, et qu'il fait tout pour éviter toute résurgence de la violence. Le Président Obama rencontrera les principaux dirigeants de la région dans les prochaines semaines, a également rappelé Mme Rice, qui a ajouté que le Quatuor demeure l'instrument le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour avancer vers la paix.

Elle a appelé toutes les parties à remplir leurs obligations. Ainsi, a-t-elle rappelé, l'Autorité palestinienne doit lutter contre le terrorisme, et une réconciliation palestinienne reposant sur des principes non conformes à ceux du Quatuor ne ferait que retarder le jour où les aspirations du peuple palestinien en faveur de la paix deviendront réalité, a-t-elle averti. Les États arabes de la région ont une responsabilité particulière, a ajouté Mme Rice. Ils doivent montrer aux Palestiniens que c'est la négociation et non le terrorisme, qui produira des résultats en leur faveur. En ce sens, Mme Rice a salué les propos tenus dernièrement par le Roi Abdallah de Jordanie et s'est dite d'accord avec lui lorsqu'il a dit que les États-Unis ne peuvent à eux seuls apporter une solution durable dans la région. Nous avons intégré l'Initiative de paix arabe dans notre politique internationale, a-t-elle ajouté. Quant à Israël, il doit mettre fin à ses activités de colonisation et démanteler les « avant-postes » qu'il a installés depuis 2001, a déclaré la représentante. Mme Rice s'est par ailleurs félicitée des prochaines élections législatives au Liban et a affirmé qu'il fallait veiller à la pleine application des résolutions 1559 et 1701 du Conseil de sécurité pour protéger la souveraineté du Liban.

M. SHINTARO ITO, Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Japon, a exprimé l'espoir que le nouveau Gouvernement israélien fera tout pour parvenir à une paix basée sur le principe de deux États, et qu'il surmontera les obstacles actuels dans la coopération avec la communauté internationale. Il a lancé à ce dernier un appel pour qu'il respecte les engagements contractés dans le cadre de la Feuille de route et de la résolution 1850 du Conseil de sécurité. L'amélioration des conditions de vie à Gaza est une priorité pour le Japon, a rappelé M. Ito, pour qui les points de passages doivent rester ouverts. Il a en même temps condamné les tirs de roquettes sporadiques contre Israël qui menacent à la fois la sécurité des citoyens israéliens et les efforts de reconstruction à Gaza ainsi que le processus de paix. En ce sens, il a appelé les parties à respecter la résolution 1860.

M. Ito a rappelé que le Japon a promis 200 millions de dollars lors de la Conférence des donateurs destinée à financer l'économie palestinienne et la reconstruction à Gaza. Le Japon, a-t-il ajouté, soutient les efforts du Président Abbas pour construire une économie viable, grâce notamment à l'initiative du « couloir de paix et de prospérité ». Le Japon est engagé diplomatiquement dans le processus de paix au Moyen-Orient, a insisté M. Ito, avant de rappeler que s'était tenu en novembre dernier à New York un débat de haut niveau « historique », lors duquel les dirigeants du monde ont reconnu que seule la tolérance peut entretenir la paix. Il a insisté sur l'importance d'une approche équilibrée dans la

recherche de la paix et rappelé que les conflits ont de nombreuses causes sous-jacentes parmi lesquelles le désespoir et la pauvreté. Le recours à la force ne peut être la solution ultime, a-t-il ajouté. Il a défendu le pluralisme, le multiculturalisme, la tolérance et la modération, toutes valeurs qui, a-t-il ajouté, peuvent être développées dans le cadre du dialogue des civilisations.

M. DAVOR BOŽINOVIĆ, Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la Croatie, a souligné que le conflit israélo-arabe demeurerait « le conflit essentiel de notre temps ». Il est maintenant tout à fait opportun d'agir dans ce contexte, a-t-il ajouté. Si la voie bilatérale pour parvenir à une solution est fondamentale, l'appui de la communauté internationale l'est tout autant, a-t-il observé, évoquant en particulier l'Initiative de paix arabe et l'action influente des États-Unis. En ce moment critique, il convient de conserver la dynamique, a-t-il ajouté. Pour le Secrétaire d'État, malgré la dernière impasse, nous ne pouvons nous permettre de laisser s'épuiser les dynamiques créées, notamment dans le processus israélo-syrien. C'est la raison pour laquelle, la Croatie soutient le projet de conférence de Moscou sur le Moyen-Orient. D'ici là, il est important que les parties continuent d'avoir des contacts et qu'elles mènent des négociations de fond, a-t-il dit. Concernant la situation à Gaza, ce territoire a besoin d'une aide permettant d'assurer sa reconstruction. Toutefois, celle-ci dépend d'un environnement stable et sûr, a-t-il ajouté.

M. Božinović a mentionné l'importance de la résolution 1860, visant à mettre un terme au trafic d'armes, et s'est félicité de l'action de l'Égypte pour rapprocher les factions palestiniennes. La Croatie demeure favorable aux principes d'Annapolis et appelle les parties à ne pas prendre d'initiatives susceptibles de porter atteinte à la confiance. L'engagement de la communauté internationale est tout aussi essentiel pour favoriser le développement économique des territoires palestiniens, a-t-il poursuivi, en soulignant que la période actuelle est lourde de défis pour les deux parties. Cela implique, a-t-il précisé, que le Quatuor demeure en contact étroit avec elles. Il a remercié la Fédération de Russie pour le projet de déclaration soumis au Conseil, ainsi que les États membres ayant participé à sa rédaction.

M. LE LUONG MINH (Viet Nam) s'est dit encouragé par le consensus international croissant sur le rejet de la violence et une solution pacifique à la question du Moyen-Orient, comme l'ont démontré la Conférence internationale de Charm el-Cheikh en faveur de la reconstruction de Gaza et les tentatives du Gouvernement palestinien de traduire ce soutien en mesures concrètes. Toutefois, a ajouté M. Minh, plus de trois mois après l'annonce d'un cessez-le-feu temporaire, on doit constater qu'Israël continue ses incursions dans le Territoire palestinien occupé et que les tirs de roquettes sur Israël se poursuivent. De même, alors que la population de Gaza tente de faire face aux conséquences d'un siège de 22 mois, la tension augmente en Cisjordanie du fait de la poursuite de l'expansion des colonies illégales de peuplement israéliennes et de la construction du mur.

Ces cycles de violences montrent bien qu'une solution durable au conflit israélo-palestinien ne peut être que globale et prendre en compte les droits légitimes et les intérêts de toutes les parties concernées, a déclaré le représentant. Il a rappelé le soutien de son pays aux efforts de la Ligue des États arabes, du Quatuor et des Nations Unies, fondés sur des lignes directrices internationalement acceptées telles que le processus d'Annapolis, la Feuille de route, le principe de la terre contre la paix et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

M. Minh a pressé les parties de faciliter les opérations humanitaires à Gaza et de lever toute forme de restriction à leur accès. Déclarant que toute attaque contre les installations et le personnel des Nations Unies est inacceptable, il a pris note du résumé du rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies et a déclaré soutenir toute enquête menée pour trouver les coupables. Il a en outre estimé que l'unité interpalestinienne représente un facteur important pour la viabilité du processus de paix. Le représentant s'est également félicité du calme relatif qui prévaut actuellement au Liban et a souhaité que les élections législatives du 7 juin se déroulent dans les meilleures conditions d'équité, de transparence et de sécurité. Il a rappelé le soutien de son pays à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et à l'application intégrale de la résolution 1701 du Conseil. Pour conclure, M. Minh a apporté son soutien au projet de déclaration présidentielle du Conseil et s'est félicité de la proposition de la Fédération de Russie d'organiser cette année à Moscou une conférence internationale sur le processus de paix au Moyen-Orient.

M. CLAUDE HELLER (Mexique) a rappelé que son pays était convaincu que « la seule solution » pour une prospérité et une paix israélo-palestinienne durables reposait sur l'instauration de deux États ayant des frontières sûres, internationalement reconnues. Il a rappelé que son pays avait participé aux efforts internationaux en ce sens et qu'il soutenait les efforts du Quatuor. Il est disposé à participer aux réflexions de la communauté internationale afin de faire progresser le processus de paix. Il a mis en garde contre le risque de retour au *statu quo ante* dans le contexte actuel, « ce qui serait inacceptable ». « Le Gouvernement d'Israël et l'Autorité palestinienne doivent démontrer la volonté nécessaire

de reprendre les négociations dès que possible et mettre fin à la spirale des tensions et de violence » de ces derniers mois, a-t-il dit. M. Heller a ensuite évoqué en détail la situation sur le terrain, condamnant tous les actes de violence, en particulier ceux ciblant la population civile.

Il a appelé à la mise en œuvre sans aucune restriction des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, à commencer par la 242 de 1967 jusqu'à la 1860 de cette année. Le Mexique est d'ailleurs préoccupé par le fait que ces résolutions n'aient pas été pleinement appliquées. En outre, les deux parties doivent respecter les thèmes centraux de la Feuille de route et éviter de prendre des mesures qui sapent la confiance. Le représentant du Mexique a cité en particulier la poursuite de la colonisation israélienne. En outre, les efforts en vue de la réconciliation interpalestinienne doivent être poursuivis sous les auspices de l'Égypte. Seul l'établissement d'un gouvernement palestinien uni, démocratique et engagé en faveur du processus de paix peut asseoir les bases d'un processus de négociation conduisant à une solution définitive du conflit, a-t-il estimé.

Le représentant du Mexique, après avoir évoqué les diverses initiatives diplomatiques internationales, dont l'Initiative de paix arabe, a souligné néanmoins que l'impulsion première à donner au processus de paix devait provenir des acteurs directement impliqués. Il a appelé Israël et l'Autorité palestinienne à agir en ce sens. En conclusion, il a apporté l'appui de sa délégation à la déclaration présidentielle négociée au sein du Conseil.

M. RUHAKANA RUGUNDA (Ouganda) s'est félicité des différentes initiatives du Quatuor, de l'Égypte et de la Ligue des États arabes en faveur de la paix au Moyen-Orient, se disant convaincu qu'une solution durable ne sera obtenue que par la négociation et l'accord des parties concernées, et par la création de deux États vivant côte à côte dans des frontières sûres et reconnues. Le représentant s'est dit encouragé par la baisse du nombre d'incidents dans la bande de Gaza, mais s'est dit inquiet de la précarité de la situation actuelle, ainsi que de l'insuffisance de l'aide humanitaire ou à la reconstruction autorisée à accéder au territoire. Il a jugé indispensable la réouverture des points de passages vers Gaza, tout en insistant sur la nécessité de lutter contre le trafic d'armes à destination de la bande. Dans les autres territoires palestiniens, M. Rugunda a demandé l'arrêt des implantations de colonies illégales israéliennes. M. Rugunda s'est félicité du calme qui prévaut au Liban et s'est dit encouragé par la perspective des élections parlementaires de juin. Le représentant a apporté son soutien à la convocation par la Fédération de Russie d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient cette année à Moscou. Il a apporté son soutien au projet de déclaration présidentielle.

M. ZHANG YESUI (Chine) a rappelé que les efforts internationaux, dont la résolution 1860, avait permis de faire cesser le feu dans la bande de Gaza tout en regrettant que ses dispositions n'aient pas été pleinement appliquées. Il a cité la question du bouclage de la bande de Gaza et la poursuite de la colonisation israélienne. Il a aussi estimé que les Palestiniens devaient poursuivre leurs efforts de réconciliation. Rappelant qu'il n'existait pas de solution autre que pacifique, le représentant de la Chine a souligné que la question centrale était celle de Palestine. Seule la création de deux États doit être l'issue recherchée, les deux entités devant ensuite entreprendre un processus de réconciliation.

L'orateur a ensuite estimé que les négociations israélo-syriennes et israélo-libanaises étaient des composantes importantes du processus actuel. Par ailleurs, la communauté internationale doit concrétiser ses engagements en faveur de la reconstruction et réfléchir à la création d'un « mécanisme multilatéral équilibré » en appui au processus de paix. La Chine appuie la proposition de la Fédération de Russie d'organiser une conférence internationale sur le Moyen-Orient, a conclu le représentant, avant de rappeler les efforts diplomatiques de son pays en faveur de la paix et la dernière visite d'un haut responsable chinois dans la région.

M. ABDURRAHMAN MOHAMED SHALGHAM, (Jamahiriya arabe libyenne), a déclaré que ce qu'on appelle problème du Moyen-Orient a commencé voilà 60 ans et demeure toujours aussi complexe et aussi brûlant que s'il n'avait que 60 jours. Il a déclaré que le problème est celui de l'expulsion du peuple palestinien, privé de ses maisons, de ses terres et emprisonné. Il a dit voir en Israël un mouvement en faveur de l'extrémisme et le déni du droit des autres. Il a accusé la « personne qui dirige la diplomatie israélienne » de « ne même pas chercher à cacher sa haine » envers les Arabes, rappelant qu'il s'était un jour prononcé pour la destruction du barrage d'Assouan. Il a rappelé la poursuite de la colonisation israélienne dans les territoires ainsi que les expulsions de Palestiniens vivant à Jérusalem-Est, accusant Israël de vouloir détruire la Mosquée. « Les Israéliens veulent tout prendre la terre, la sécurité et la paix, et ne veulent rien donner en échange », a accusé M. Shalgham. Personne ne parle des souffrances des 11 000 Palestiniens emprisonnés en Israël, a-t-il dit, décrivant en outre comme « une torture » la vie quotidienne des Palestiniens.

La conscience internationale a convenu que l'agression militaire israélienne dans la bande de Gaza est un crime de guerre, a affirmé M. Shalgham. Il a remercié la Commission d'enquête des Nations Unies et a déclaré que son pays avait préparé un projet de résolution sur cette question. La coexistence entre les religions est possible, a affirmé le représentant, qui a cité en exemple « Al-Ándalus ». Tout en déclarant qu'il n'était pas entièrement d'accord avec le projet de déclaration présidentielle, M. Shalgham en a reconnu les « bonnes intentions » et a salué « l'attitude positive » de la Fédération de Russie. La Libye ne s'y opposera donc pas, a-t-il précisé.

Déclaration présidentielle

Le Conseil de sécurité souligne qu'il est urgent de parvenir à une paix globale au Moyen-Orient. Une action diplomatique énergique est indispensable pour atteindre l'objectif fixé par la communauté internationale, à savoir: une paix durable dans la région, fondée sur un attachement constant à la reconnaissance mutuelle, à l'élimination de la violence, de l'incitation à la violence et de la terreur, et sur la solution des deux États, sur la base des accords et obligations précédents.

Dans ce contexte, le Conseil rappelle toutes ses résolutions antérieures sur le Moyen-Orient, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002), 1515 (2003), 1850 (2008) et 1860 (2009), ainsi que les principes de Madrid. Il prend également acte de l'importance de l'Initiative de paix arabe de 2002.

Le Conseil encourage le Quatuor en ce qu'il entreprend pour appuyer les parties dans leurs efforts pour parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient.

Le Conseil réaffirme son attachement à l'irréversibilité des négociations bilatérales, sur la base des accords et obligations précédents. Le Conseil demande à nouveau aux parties et à la communauté internationale de renouveler d'urgence leurs efforts pour obtenir une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, inspirée par la perspective d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte en paix, dans des frontières sûres et reconnues.

Le Conseil demande par ailleurs aux parties de respecter les obligations qu'elles ont souscrites dans la Feuille de route axée sur les résultats et de s'abstenir de toute mesure susceptible d'entamer la confiance ou de remettre en cause l'issue des négociations sur les questions fondamentales.

Le Conseil invite tous les États et toutes les organisations internationales à appuyer un Gouvernement palestinien attaché aux principes définis par le Quatuor et dans l'Initiative de paix arabe, et qui respecte les engagements pris par l'Organisation de libération de la Palestine, et il encourage l'adoption de mesures concrètes en vue de la réconciliation entre Palestiniens, notamment à l'appui des efforts de l'Égypte à cet égard. Il invite à aider au développement de l'économie palestinienne, à utiliser au mieux les ressources mises à la disposition de l'Autorité palestinienne et à renforcer les institutions palestiniennes.

Le Conseil appuie la proposition de la Fédération de Russie tendant à voir organiser, en concertation avec le Quatuor et les parties, une conférence internationale sur le processus de paix au Moyen-Orient, à Moscou, en 2009.

* * * * *